



J8S9
E88
2002/03
2
QL
P. gouv.

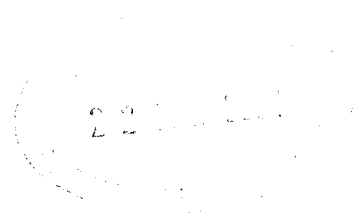
ÉTUDE DES CRÉDITS

2002-2003

DEMANDE

DE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



SÛRETÉ DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS POUR L'EXERCICE 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DEMANDÉS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTIONS	PAGE
1. La liste des dirigeants de la Sûreté, leur direction et leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.	1
2. La liste des dépenses pour la période 2001-2002 et le budget pour la prochaine année, ventilés par directions de la Sûreté.	2
3. Le nombre de véhicules de la Sûreté répartis par catégories (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères) et par districts au 31 mars 2002	3
4. L'investissement pour la période 2001-2002 en véhicules, par catégories (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères) et par districts.	4
5. L'investissement pour la période 2001-2002 en équipements spécialisés, par catégories et par districts.	5
6. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2002, répartis par districts et par quarts de travail.	6
7. La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2002.	7
8. Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2002.	8
9. La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2000-2002.	9
10. Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégories de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogues, autres) sur le territoire de la Sûreté et celui des services de police municipaux pour la période 2001-2002.	10
11. Le nombre d'interventions techniques de la Sûreté du Québec sur le territoire des services de police municipaux et sur son territoire pour la période 2001-2002.	11
12. La répartition au 31 mars 2002 les membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget accordé, par lieux d'affectation.	12
13. Le nombre d'heures et les coûts par postes du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2001-2002.	14
14. La liste des nouveaux officiers et agents de la Sûreté du Québec et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par postes, pour l'année 2001-2002 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation.	15
15. Les coûts reliés au Système d'analyse des liens de violence aux crimes (SALVAC), ventilés par catégories.	17
48. La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, leur rémunération pour la période 2001-2002, ainsi que les augmentations prévues.	18
96. Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.	19
97. La liste de toutes les sociétés sans but lucratif (OSBL) créées par le ministère ou par un ou des employés du ministère ou d'un organisme relevant du ministère pour les cinq dernières années.	20
98. Les dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information :	
a) téléphonie ;	
b) matériel informatique ;	
c) logiciels ;	
d) programmation ;	
e) formation	21
99. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)	22

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DIRIGEANTS DE LA SÛRETÉ, LEUR DIRECTION ET LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2001-2002 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

M. Florent Gagné, directeur général	<div>Salaire</div> <div>161 125 \$</div>
M. Richard St-Denis, directeur général adjoint aux Enquêtes criminelles	<div>Salaire</div> <div>134 971 \$</div> <div>119 708 \$</div> <div>111 279 \$</div> <div>122 701 \$</div> <div>122 701 \$</div>
M. Jean Bourdeau, directeur général adjoint aux Enquêtes criminelles ***	
M. Laurent Aubut , directeur général adjoint aux Ressources humaines	
M. Normand Proulx, directeur général adjoint aux Soutien opérationnel	
M. Paul Quirion, directeur général adjoint à la Surveillance du territoire	
*** retraité en date du 23 août 2001	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES POUR LA PÉRIODE 2001-2002 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE, VENTILÉS PAR DIRECTIONS DE LA SÛRETÉ

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES	DÉPENSES PROBABLES 2001-2002 k\$	BUDGET 2002-2003 k\$
Dépenses comptabilisées au 31 mars 2002		
Traitements	312 254,2	366 625,9
Régime de retraite imputable au Fonds des services de police	17 321,4	22 435,5
Contributions d'employeur	21 720,4	26 652,5
Services de transport et de communication	18 629,0	24 352,8
Services professionnels et administratifs	18 805,8	27 531,3
Entretien et réparations	6 646,5	6 561,2
Loyers des immeubles, location du RITP et autres	44 908,6	50 917,5
Fournitures et approvisionnement	14 327,3	20 552,7
Matériel et équipements	2 435,3	2 442,1
Autres dépenses	4 244,9	7 377,7
Amortissement des immobilisations	13 354,1	24 434,9
Dépenses à venir - non comptabilisées	33 617,7	
TOTAL (incluant Fonds des services de police)	508 265,2	579 884,1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE DE VÉHICULES DE LA SÛRETÉ RÉPARTIS PAR CATÉGORIES (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES)
ET PAR DISTRICTS AU 31 MARS 2002 (données en date du 1^{er} mars 2002)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS		CATÉGORIES										
	Véhicules banalisés	Véhicules identifiés	Fourgonnettes	4 x 4	Minibus	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	Hélicoptères	TOTAL
Quartier général Montréal (incluant UURE – UURO)	430	75	64	15	71	27	12	8	9	4	3	718
Bas Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	64	62	8	3	3	-	-	2	2	4	-	148
Saguenay - Lac St-Jean	38	31	3	4	2	-	-	4	2	2	-	86
Québec	113	105	20	-	6	-	11	-	-	-	-	255
Mauricie - Centre du Québec	55	52	5	3	2	-	2	2	2	4	-	127
Estrie	53	50	3	1	3	-	2	2	2	2	-	118
Montréal - Laval - Laurentides - Lanaudière	51	80	-	2	1	-	11	2	-	-	-	147
Outaouais	55	36	4	3	2	-	2	2	2	2	-	108
Abitibi-Témiscamingue - Nord-du-Québec	45	39	4	10	2	-	-	6	2	2	-	110
Côte-Nord	33	33	3	9	4	-	-	6	2	2	-	92
Montréal	42	76	-	-	-	-	-	-	-	-	-	118
TOTAL	979	639	114	50	96	27	40	34	23	22	3	2 027

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2001-2002, EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, PAR CATÉGORIES ET PAR DISTRICTS *

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

k \$

Catégorie d'équipement (coût unitaire > 1 000 \$)	GQG	District 1	District 2	District 3	District 4	District 5	District 6	District 7	District 8	District 9	District 10	Total
Instruments optiques (lunettes d'observation)	56,1										33,4	89,5
Machinerie (station à souder, appareils pour tailler les clefs)	31,3											31,3
Atelier de réparation et d'entretien (oscilloscopes, palette électrique)	60,6			33,1								60,6
Équipements de décontamination											33,1	66,2
Autres (portes balistiques, coffres sécuritaires, équipements de plongée, systèmes de sonorisation)	61,6	2,0			1,0			2,0			0,1	66,7
Appareil de détection du danger (systèmes d'alarme, alcootests, détecteurs de métal, radars de navigation)	216,7	52,3	20,4	18,5	12,9	1,7	10,2	14,6				347,3
Télécommunication (Système automatisé de renseignements criminels, Robotel, transmetteurs vidéos, émetteurs micro-ondes)	1 947,7			1,2								1 948,9
Tentes	15,0									1,1		16,1
Protection corporelle (casques anti-bombe, casques de vol)	37,4			22,0							22,0	81,4
Animaux vivants	10,6											10,6
	2 437,0	54,3	20,4	74,8	13,9	1,7	10,2	16,6		1,1	88,6	2 718,6

* Cette liste ne comprend pas les dépenses d'immobilisations reliées au parc automobile et à l'informatique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2002, RÉPARTIS PAR DISTRICTS ET PAR QUARTS DE TRAVAIL

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec		Répartition par quarts de travail							
Districts		En place au 26 mars 2002		Jour		Soir		Nuit	
		Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers
Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		67	407	52	160	5	70	5	62
Saguenay-Lac-St-Jean		38	208	29	97	3	29	3	29
Québec		109	593	94	267	5	90	5	80
Mauricie-Centre-du-Québec		50	321	41	133	3	49	3	45
Estrie		46	275	40	127	2	40	2	37
Montréal-Laval-Laurentides-Lanaudière		78	404	51	140	9	67	9	67
Outaouais		48	239	42	117	2	32	2	31
Abitibi-Témiscamingue-Nouveau-Québec		44	255	38	115	2	36	2	36
Côte-Nord		35	193	29	77	2	34	2	29
Monterégie		67	405	49	129	6	72	6	72
Grand quartier général		754	846	628	740	100	80	26	2
Total		1 336	4 146	1 093	2 102	139	599	65	490

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION PAR CATÉGORIES (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC. POUR LES POLICIERS ET CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS,
ETC. POUR LES CIVILS) AU 31 MARS 2002

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>EFFECTIFS POLICIERS (en place au 26 mars 2002)</u>		<u>EFFECTIFS CIVILS (en place au 26 mars 2002)</u>	
Directeur général	1	Cadres supérieurs	21
Directeurs généraux adjoints	4	Cadres intermédiaires	26
Inspecteurs-chefs	19	Professionnels	234
Inspecteurs	37	Techniciens	191
Capitaines	73	Personnel de bureau	834
Lieutenants	15	Ouvriers	<u>30</u>
Sergents	284		
Caporaux	455		
Agents et agents auxiliaires	<u>3 258</u>	TOTAL	1 336
TOTAL	4 146		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU 31 MARS 2002

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POLICIER (en place au 26 mars 2002)

▪ Patrouille (patrouilleur, chef d'équipe, chargé de relève, motard, patrouilleur auxiliaire)	2 488
▪ Enquête (enquêteur, enquêteur de poste, responsable d'équipe d'enquêteurs, analyste, préposé à la cueillette)	632
▪ Soutien opérationnel (plongeur, technicien en explosifs, maître de chien, groupe d'intervention)	349
▪ Soutien administratif (agent de liaison, agent de service, vérificateur, enquêteur spécial, contrôleur de la qualité)	115
▪ Gestion (directeur de poste et adjoint, responsable d'escouade et adjoint, responsable de bureau et adjoint, responsable de division, responsable de service)	479
▪ Autres (préposé aux permis, inspecteur en explosifs, agent de relations communautaires, agent de relations autochtones, instructeur ENPQ, libéré pour études, libéré pour activités syndicales)	<u>83</u>
TOTAL	4 146

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2001-2002

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1^{er} avril 2001 au 31 janvier 2002

Constats d'infractions	
Provinciaux	336 370
Municipaux	44 159
Avis de vérification technique	66 026
Avis de vérification mécanique	3 510
Conduite dangereuse	610
Capacité affaiblie	7 028
Délit de fuite	<u>3 324</u>
TOTAL	461 027

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE DE CRIMES RAPPORTÉS ET SOLUTIONNÉS, PAR CATÉGORIES DE CRIMES (CONTRE LA PERSONNE, CONTRE LA PROPRIÉTÉ, DROGUES, AUTRES) SUR LE TERRITOIRE DE
LA SÛRETÉ ET CELUI DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2001-2002

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Infractions au Code criminel, classées par ou sans mise en accusation, selon le corps de police municipal pour l'année 2001															Autres infractions, classées par ou sans mise en accusation, selon le corps de police municipal pour l'année 2001																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
Code criminel																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
Corps	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions conduite de véhicules				Total				Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
	Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées		Nombre		Infractions classées</	

Source: Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire, extraites le 1er mars 2002.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX ET SUR SON TERRITOIRE POUR LA
PÉRIODE 2001-2002

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	2001 (SQ+SPM)
<ul style="list-style-type: none">• Polygraphie (dossiers)• Hypnose (sessions)• Analyse de déclaration• Groupe d'intervention• Enquêtes – incendies• Scènes – incendies• Scènes de crimes• Empreintes digitales• Laboratoire de photographies (photographies imprimées)• Enquêtes – collisions (rapport)• Équipes cynophiles• Techniciens en explosifs (missions)• Plongeurs (missions)• Équipe nautique (missions)	<div>223</div> <div>15</div> <div>250</div> <div>N/D</div> <div>N/D</div> <div>N/D</div> <div>10 000</div> <div>48 712</div> <div>619 224</div> <div>210</div> <div>653</div> <div>890</div> <div>184</div> <div>538</div>
NOTE : Statistiques pour l'année civile 2001	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION AU 31 MARS 2002 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES, AINSI QUE LE BUDGET ACCORDÉ, PAR LIEUX D'AFFECTATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les escouades régionales mixtes (ERM) regroupent des policiers de différents services de police municipaux (SPM), de la GRC et de la Sûreté du Québec (SQ). La répartition des membres au 26 mars 2002 est la suivante :				
<u>ERM</u>	<u>NOMBRE DE POLICIERS PARTICIPANTS</u>			<u>SÛRETÉS MUNICIPALES</u>
Trois-Rivières	SQ	5		Trois-Rivières Shawinigan
	GRC	1		
	SPM	4		
Outaouais	SQ	5		Gatineau MRC des collines
	GRC	3		
	SPM	4		
Québec	SQ	7		Québec Lévis
	GRC	2		
	SPM	7		
Sherbrooke	SQ	5		Sherbrooke Granby Magog
	GRC	2		
	SPM	4		
Chicoutimi	SQ	4		Saguenay
	GRC	1		
	SPM	5		
Montréal	SQ	8		Montréal Laval Longueuil L'Assomption
	GRC	5		
	SPM	16		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION AU 31 MARS 2002 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES, AINSI QUE LE BUDGET ACCORDÉ, PAR LIEUX D'AFFECTATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté du Québec a obtenu un financement de 10 M\$ pour les escouades régionales mixtes provenant du «Plan de renforcement de la lutte au crime organisé» (CT 195339 du 27 septembre 2000).

Le budget se répartit comme suit :

	k\$
Trois-Rivières	634,1
Outaouais	592,0
Québec	1 084,4
Sherbrooke	633,1
Chicoutimi	699,4
Montréal	2 113,3
Coordination	162,6
Opérations spéciales	1 953,2
Support aux escouades	<u>2 127,9</u>
TOTAL	10 000,0

SÛRETÉ DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
DU 1^{er} AVRIL 2001 AU 28 FÉVRIER 2002 (11 MOIS)

QUESTION :		Nombre d'heures et le coût par poste du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec avec précisions sur le type de dossier auquel le temps supplémentaire a été accordé.						
		OPÉRATIONS RÉGULIÈRES					OPÉRATIONS SPÉCIALES(1)	TOTAL DES HEURES EFFECTUÉES
		Présence à la cour	Détection	Drogues et stupéfiants	Sécurité routière	Autre travail policier	Autres	
DISTRICTS Bas St-Laurent (dist. 1) Saguenay Lac St-Jean (dist. 2) Québec (dist. 3) Trois-Rivières (dist. 4) Estrie (dist. 5) Montréal (dist. 6) Outaouais (dist. 7) Abitibi Nouveau Québec (dist. 8) Cote Nord (dist. 9) Monterégie (dist. 10)		6 175	7 063	1 007	4 916	2 562	2 165	45 601
		1 449	2 243	543	1 210	2 254	198	23 218
		7 415	16 018	1 932	5 178	3 659	1 005	74 532
		3 115	6 096	490	4 389	2 701	3 426	47 596
		3 380	4 313	909	4 394	2 329	655	27 965
		7 182	6 532	856	2 680	3 208	7 534	44 533
		4 147	4 351	568	1 424	3 147	6 297	31 843
		2 166	5 698	699	1 906	2 827	1 272	30 279
		1 054	4 031	556	2 634	1 687	451	16 518
		5 977	6 385	1 133	5 710	2 032	813	46 446
		42 060	62 730	8 693	34 441	26 406	23 816	388 531
	S/total - districts							586 677
	G.Q.G.							
	Direction générale	0	4	0	0	1 543	74	2 267
	Ressources humaines	0	0	0	0	0	0	103
	Supports opérationnels	5	1 259	0	0	593	901	17 108
	Enquêtes criminelles	1 682	19 269	372	0	63	326	120 382
	Surveillance territoire	360	3 545	965	1 333	8 767	233	58 697
	S/total - GQG	2 047	24 077	1 337	1 333	10 966	1 534	198 557
	TOTAL - S.Q.	44 107	86 807	10 030	35 774	37 372	25 350	587 088
	%	5,3%	10,5%	1,2%	4,3%	4,5%	3,1%	71,1%
								100,0%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTES, POUR L'ANNÉE 2001-2002
AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION ACADÉMIQUE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Promotions et nouveaux officiers			
Directeur général adjoint	1	Laurent Aubut	Scolarité de maîtrise adm. publ. –1999
Inspecteur chef	2	Guy Asselin	Jocelyne Caron Baccalauréat
Inspecteurs	3	Gaétan Guimond André Fortin	Richard Bégin Maîtrise administration des affaires
Capitaines	9	William Floyd Martin Prud'homme Yves Massé Charles Lemay Pierre Boisvert Daniel Cauchy	Martine Perreault Marcel Allard Yves Trudel Maîtrise administration publique Certificat en gestion (en cours) Certificat administration École nationale de police Collégial Maîtrise administration des affaires
Lieutenants	3	Marcel Allard Régent Chabot Rémi Richard	École nationale de police École nationale de police École nationale de police
TOTAL	18		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTES, POUR L'ANNÉE 2001-2002
AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION ACADÉMIQUE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>Promotions et nouveaux sous-officiers</u>	
Sergents	25
Caporaux	89
TOTAL	<u>114</u>
<u>Nouveaux policiers</u>	
Embauche de 254 auxiliaires.	
Intégration de 217 policiers municipaux.	
Profil de formation académique :	
- niveau universitaire	46
- niveau collégial	425
TOTAL	<u>471</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COÛTS RELIÉS AU SYSTÈME D'ANALYSE DES LIENS DE VIOLENCE AUX CRIMES (SALVAC), VENTILÉS PAR CATÉGORIES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	<u>2001-2002</u>
Rémunération	311 000 \$
Autres dépenses	<u>8 526 \$</u>
TOTAL	319 526 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES PROCUREURS AYANT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LEUR RÉMUNÉRATION POUR LA PÉRIODE 2001-2002, DÉPENSES REÇUES À CE JOUR

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

NOM DE L'AVOCAT	FIRME	RÉMUNÉRATION COMPTABILISÉE DU 1 ^{ER} AVRIL 2001 AU 31 MARS 2002 (\$)
Castiglio, Robert	Castiglio & Associés	343 826
Downs, Éric	Hébert, Bourque & Downs	3 957
Fabien, Daniel M.	Daniel M. Fabien avocat	72 080
Fleury, Michel	Tremblay, Brosseau, Fleury, Savoie	25 370
Gaggino, Marco	Schneider & Gaggino	10 155
Gagnon, Claude	Fontaine , Gagnon, Dugal et Associés	3 200
Gilbert, Jean-Guy	Jean-Guy Gilbert avocat	36 455
La Haye, Gerald	Yarosky, Daviault, La Haye, Stober & Isaacs	5 900
Rochefort, Daniel	Rochefort & ass.	36 857
Schneider, Philip	Philip Schneider avocat	26 913
Shadley, Battista	Shadley Battista	12 950
Soulière, Gerald	Gérald Soulière avocat	7 254
Vauclair, Martin	Martin Vauclair avocat	17 657

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUTES LES ÉTUDES ET ANALYSES FAITES À CE JOUR SUR LE STATUT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

AUCUNE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUTES LES SOCIÉTÉS SANS BUT LUCRATIF (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN OU DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT
DU MINISTÈRE POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec	
AUCUNE	

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2001-2002 PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION : a) TÉLÉPHONIE; b) MATÉRIEL

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DÉPENSES		COÛT (\$) 2001-2002
<input type="checkbox"/> téléphonie : les données sont incluses à la réponse apportée à la question 10 des renseignements généraux		-
<input type="checkbox"/> matériel informatique : les données sont incluses à la réponse apportée à la question 27 des renseignements généraux		-
<input type="checkbox"/> logiciels : les données sont incluses à la réponse apportée à la question 27 des renseignements généraux		-
<input type="checkbox"/> programmation (développement de systèmes informatiques)		1 538 754
<input type="checkbox"/> formation : les données sont incluses aux réponses apportées aux questions 8 et 10 des renseignements généraux		-

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME TEL QUE PRESCRIT PAR LA LOI SUR
L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (CHAPITRE A-2.1)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la liste de classement des ministères et organismes est disponible que par consultation sur place.